

Au Tadjikistan, la vie en suspens des exilés afghans

Des milliers de réfugiés tadjiks et hazara attendent, à Douchanbé, un hypothétique visa pour l'Occident

REPORTAGE

DOUCHANBÉ - envoyé spécial

Le sourire un peu timide qui fait saillir les hautes pommettes sous le parfait ovale de ses yeux n'empêche pas Sitara Mehiri, 21 ans, Afghane et professeure de français, d'afficher une détermination d'acier lorsque l'on s'avance à lui demander si, un jour, elle pourrait envisager de revenir dans un Afghanistan « talibanisé » : « Non, oh non !, dit-elle, non, jamais je n'y retournerai tant que les talibans seront au pouvoir. »

Sitara, qui a étudié le français à l'université de Kaboul, incarne une génération de très jeunes femmes n'ayant jamais connu l'Afghanistan sous les talibans – au pouvoir une première fois entre 1996 et 2001. Et pour cause, elle n'était pas née. Marcher seule dans la rue, léger voile cachant à peine la chevelure, sortir entre amis de la fac, tout cela a toujours été pour elle comme une évidence. « J'ai trop peur d'y revenir, car, d'abord, je suis hazara [une minorité ethnique turco-mongole, de langue persane et de confession chiite de longue date persécutée par les talibans] ensuite, parce que je ne me vois pas être confinée à la maison ou ne pas pouvoir sortir accompagnée d'un homme comme l'imposent les talibans. » Pense-t-elle qu'ils puissent changer ? « Non, je ne crois pas. »

« Aller en France »

En mars, cinq mois avant que Kaboul ne chute aux mains des « étudiants en religion », (*taliban*), Sitara et sa famille – outre ses parents, quatre sœurs, deux frères et la grand-mère paternelle – sont partis. La victoire des extrémistes semblait déjà inéluctable. Ils ont obtenu un visa pour le Tadjikistan, acheté un billet d'avion et se sont envolés pour Douchanbé.

Depuis, ils vivent à Vahdat, une ville proche de la capitale, où végètent la plupart de la douzaine de milliers de réfugiés afghans au Tadjikistan, certains depuis des années, beaucoup depuis des mois. « Nous survivons grâce à nos économies, mais combien de temps allons-nous pouvoir tenir ? », se demande anxieusement la jeune fille. A côté d'elle, toute la famille est assise sur les tapis de l'appartement loué à leur arrivée. Le père, commerçant aisé de Kaboul, opine du chef : « Mon épicerie continue de fonctionner, mais je reçois de l'argent cash seulement quand des gens m'en apportent depuis l'Afghanistan. »



Faristha Hussaini, avec sa mère, dans leur appartement, à Douchanbé, au Tadjikistan, le 26 septembre. KSENIYA NANOVA POUR « LE MONDE »

« Non, jamais je ne retournerai en Afghanistan tant que les talibans seront au pouvoir »

SITARA MEHIRI
21 ans, professeure de français réfugiée au Tadjikistan

Sitara a trouvé un travail comme professeure de français dans un centre d'apprentissage de langue. Mais c'est une occupation bénévole, qu'elle fait pour se rendre utile. Son rêve ? « Aller en France, car j'aime votre langue et votre pays, depuis toute jeune. » Elle n'y a bien entendu jamais mis les pieds, mais c'est là où elle espère que son destin tourmenté l'emportera. Il y a quelques semaines, la jeune femme a envoyé une demande d'asile à l'ambassade de France à Douchanbé. Elle attend la réponse.

L'attente : à Douchanbé, c'est le passe-temps obligé des réfugiés afghans, dont le nombre a augmenté ces derniers mois, au fur et

à mesure que s'étendait sur l'Afghanistan l'ombre des « séminaristes » : de 6000 en décembre, ils sont passés à une douzaine de milliers aujourd'hui, selon les chiffres du Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies (UNHCR). Ils sont en majorité d'ethnies tadjike et hazara. Tous partagent avec la population locale, sinon une culture commune, tout au moins une langue : le dari, version afghane du persan iranien, est quasi similaire à l'idiome officiel du Tadjikistan. La petite république d'Asie centrale d'une dizaine de millions d'habitants est enclavée entre Afghanistan, Ouzbékistan, Kirghizistan et Chine. Et son gouvernement est à la fois très hostile aux talibans et très solidaire des Tadjiks d'Afghanistan, qui y représentent la deuxième ethnique (environ 25 %).

Un exil définitif

A 27 ans, l'athlète de taekwondo Faristha Hussaini est tout aussi déterminée que Sitara à ne jamais revenir en arrière, elle qui a quitté Kaboul un peu plus d'un mois avant la prise de la ville par les talibans. Deux fois médaillée d'or lors de compétitions internationales de cet art martial d'origine

coréenne, la jeune femme a su, depuis des lustres, s'opposer au machisme afghan : les hommes de son pays ne sont pas prédisposés à voir d'un œil favorable une fille se livrer à ce genre de sport...

« A l'âge de 8 ans, raconte-t-elle, assise dans l'austère pièce unique du petit appartement dans lequel elle vit avec sa mère, j'avais participé à un événement sportif où je n'avais fait que prononcer un discours d'écolière. Mais les gens de mon quartier ont aussitôt crié au scandale : ils étaient choqués qu'une fille y participe. Certains ont lancé des pierres sur les murs de ma maison. »

Cette première confrontation a été déterminante dans la formation du caractère de la future médaillée : « Je me suis alors dit que je ne céderai jamais à ceux qui veulent m'empêcher de réussir. » Elle est d'ailleurs devenue, des années plus tard, une star dans son pays. Aujourd'hui, elle a toutes les raisons de ne jamais y revenir : son père a été tué par les talibans juste après sa naissance.

L'école de langues où enseigne Sitara est dirigée par un Hazara de 38 ans, ancien administrateur d'une ONG à Kaboul. Comme tout le monde ici, il se prépare à un exil

définitif en compagnie de sa femme et de ses trois enfants. « L'idée même de revenir en Afghanistan ne m'effleure même plus, dit-il. La seule chose que je désire dans la vie, moi qui n'ai jamais connu que la guerre [elle a commencé en 1979, peu de temps avant l'invasion soviétique], c'est de vivre dans un pays en paix. Peu importe où, Canada, France, Allemagne, Etats-Unis... »

« Ghani n'est qu'un pleutre ! »

Dans la tristounette Vahdat, il n'y a rien à faire, sinon survivre. Le présent est tissé dans la trame de l'ennui, il n'y a pas de travail, l'avenir est improbable. Mais si les Afghans d'ici, unis dans leur commune détestation des talibans, veulent tous partir, certains se raccrochent à des lambeaux d'espoir. Dans la vallée du Panshir, à quelques jours de mauvaise route de la frontière tadjike, le fils du célèbre commandant Massoud – héros de la résistance aux Soviétiques assassiné par Al-Qaïda deux jours avant le 11 septembre 2001 – a pris les armes au lendemain de la victoire des talibans. Mais la résistance d'Ahmad Massoud, 32 ans, a fait long feu. Début septembre, les extrémistes

« Tôt ou tard, le peuple afghan se soulèvera contre les talibans »

ZAFAR HADERI
ancien fonctionnaire en exil

sont entrés dans cette vallée qui avait su résister dans les années 1980 à neuf offensives de l'Armée rouge. Et, plus tard, aux assauts des talibans, durant leur premier passage au pouvoir.

Qu'a-t-il bien pu se passer pour que cette place forte mythique de toutes les résistances tombe aussi facilement ? « Les Pakistanais ont envoyé des drones pour bombarder ! », accuse Zafar Haderi, ancien fonctionnaire, relayant certains rumeurs jamais confirmées. « Même si nos ennemis ont gagné des batailles, je pense que les talibans vont finir par se faire détester par tout le monde », veut croire l'exilé. « Tôt ou tard, le peuple afghan se soulèvera contre eux. »

A l'ambassade d'Afghanistan à Douchanbé, l'heure est aussi à la résistance : l'ambassadeur Mohammad Zahir Aghbar, droit dans ses chaussures de cuir soigneusement cirées, costume bleu impeccable et barbe taillée au cordeau, y affirme être le seul « représentant légal du gouvernement légitime de l'Afghanistan ». Problème, cependant : le gouvernement qu'il dit représenter n'existe plus. Dans le hall d'accueil de l'ambassade est affiché le portrait d'Amrullah Saleh, ex-vice-président devenu président après que le dernier chef de l'Etat du régime déchu, Ashraf Ghani, a décampé le jour de la chute de Kaboul. « Ghani n'est qu'un pleutre ! », crache l'ambassadeur en parlant de son ancien patron. Le portrait de ce dernier a été enlevé : seule une marque plus claire sur le mur trahit la présence d'un cadre disparu.

« Les talibans ne contrôlent que la route principale du Panshir », déclame M. Zahir, assis sur une chaise qui ressemble un peu à un trône ; « le reste des vallées adjacentes est sous le contrôle de nos forces ». L'ambassadeur refuse de répondre à une question sur des rumeurs de négociations entre les combattants de Massoud fils et les talibans. Aux petites tentes des compromis, Son Excellence préfère un lyrisme justifié par les circonstances : « Notre combat est celui de l'humanité contre l'horreur. » ■

BRUNO PHILIP